

7^e SÉRIE. 1^{er} VOL. — N^o 3.

31^e ANNÉE. — Juin 1925.



La Coopération des idées

ORGANE BIMESTRIEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉ PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

De quelques vertus du bolchévisme.

Anthologie de la Bêtise.

Les Livres qui font penser.

Ce Numéro de 32 pages : 1 franc.

ADMINISTRATION & RÉDACTION :

Georges DEHERME, à Aups (Var)

Vente et abonnements :

Librairie RENÉ GUILLON, 5, Place de la Sorbonne. — Paris V^e

ABONNEMENTS

Les numéros de *la Coopération des idées* auront le nombre des pages et la périodicité que nécessiteront les circonstances. Le prix de l'abonnement est donc fixé au volume qui sera de 320 pages au moins : soit **10 francs** pour la France et **15 francs** pour l'Étranger.

Le régime matérialiste de la prétendue propriété littéraire a généralisé la simonie, la prostitution de l'esprit. En asservissant l'intelligence à l'argent et au nombre, ce régime a été un des facteurs de notre anarchie mentale et morale.

Nous proposant surtout la régénération des opinions et des mœurs, nous ne reconnaissons pas les « droits d'auteurs ». Nous autorisons donc, sans conditions, nous sollicitons même la reproduction de tout ce que publiera *la Coopération des idées*.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait directement la demande ou dont l'adresse nous est transmise. C'est nous aider efficacement que de nous envoyer des listes d'adresses.

Pour tout ce qui concerne LA COOPÉRATION DES IDÉES, écrire à M. Georges DEHERME, à Aups (Var).

La Coopération des idées

DE QUELQUES VERTUS DU BOLCHÉVISME

De plus en plus, le légal se substitue au moral. Aussi, le législateur prend-il des allures de mage.

Les misérables qui aventurent leur tête superfétatoire en trucidant des « pantés » sont peut-être des héros de journaux et de cinémas ; mais quels nigauds !...

Législateurs, consacrés, ils pourraient « travailler » en grand, sans risques et avec gloire.

Ainsi ont fait les bolchéviki. Leurs crimes dépassent en atrocités et en étendue tout ce que l'histoire, qui n'est pas une églogue, nous a transmis jusqu'ici. Mais ils ont une police, des juges, une armée, ils légifèrent. Leurs vols sont fiscaux, leurs assassinats, légaux. Et les États les plus civilisés, la France même, accueillent comme ambassadeurs leurs tortionnaires dégouttant de sang.

Le titre de cet article ne laissera point scandaliser ceux-là même qui seraient très fiers, néanmoins, de recevoir chez eux les Krassine, Radek, Rakowski et consorts. Lorsqu'on est farouchement intransigeant sur des mots, ce n'est que pour être

plus indulgent sur certains actes. Le cynisme qui caractérise cette fin de civilisation se conjugue avec une sordide hypocrisie.

Que nous soyons amené à discerner dans le bolchévisme même quelques vertus heureusement destructives, cela ne peut que soulever l'indignation de nos bons bourgeois. Mais il n'importe qu'un forban d'affaires fasse du recel avec les bandits de Moscou ou bien qu'un journal conservateur comme *l'Écho de Paris* imprime l'organe de la révolution communiste en France, *l'Humanité*.

Nos conservateurs n'en ont jamais qu'aux idées quelles qu'elles soient. Pour le reste, ils suivent les circonstances. Ils contresigneraient volontiers cette lettre d'un de leurs ancêtres, Cælius, à Cicéron : « Tant qu'on en restera aux paroles, je serai avec les honnêtes gens ; si l'on en vient aux coups, je me rangerai du côté de ceux qui donneront les meilleurs. » Et, plus volontiers encore, ils se rangeront du côté où le profit immédiat est le mieux assuré. En voici un exemple.

En tête de son numéro du 8 mars dernier, le journal *Aux Écoutes* publiait ceci :

UNE AFFAIRE DE CHANTAGE.

On sait ce que M. Jean Herbette, ambassadeur à Moscou, avait fait, depuis l'avènement du cartel, du Bulletin de politique extérieure du *Temps*. M. Herbette dut quitter le grand journal, mais reçut de M. Herriot sa récompense.

Repris par des mains vigoureuses, l'article de tête du *Temps* rassura les patriotes. *Le Temps* faisait son devoir strict de critique de la lamentable politique de l'effroyable lâcheur qu'est M. Herriot.

Que fit celui-ci ? Il se procura pour cinquante mille francs un contrat qu'il croyait intervenu entre M. Roëls, au nom du *Temps*, et M. Krassine, au nom des Soviets. Aux termes de cette convention, le *Temps* devait, contre un versement de quatre cent mille francs, favoriser la politique soviétique jusque dans son Bulletin, qu'à cette époque rédigeait M. Herbette.

Le Quai d'Orsay menaçait le *Temps* de livrer à la publicité le terrible document si le grand journal ne modifiait pas sa politique. M. Roëls, interrogé par les administrateurs du *Temps*, déclare que le fameux contrat constitue un faux et que le gouvernement, avec les deniers des contribuables, a acquis un document sans valeur.

Si M. Roëls dit vrai, M. Herriot a commis un chantage qui ne peut être qu'inopérant, quoique depuis quelques semaines, le ton du Bulletin ait de nouveau singulièrement fléchi.

Et si c'est M. Herriot qui est bien informé, comment le *Temps* ne se désolidarise-t-il pas publiquement d'un publiciste qui pratique d'aussi honteuses tractations ?

Nous ne dirons pas que nous reproduisons cette effarante information « sous toutes réserves », car le *Temps* n'a pas démenti et *Aux Écoutes* n'a pas insisté. Silences d'or, silences éloquents, — et combien significatifs !...

*
* *

Même un groupement de brigands est une société ; et s'il se maintient et se développe, c'est qu'il observe quelques règles sociales fondamentales.

Durant depuis sept ans, par ses épouvantables excès même, le bolchévisme est une expérience dont il faut s'instruire. En poussant à l'extrême toutes les idéologies délétères de la démocratie, il a épuisé d'un coup leurs funestes conséquences.

Quel lucide exposé de doctrine positive, quelle démonstration du bon sens valent les épouvantements de la famine ? Le plus électeur des prolétaires, le plus étourdi des politiciens, le plus bachelier des rentiers entendent cela directement. Depuis toujours, la faim est la plus puissante éducatrice de l'humanité. Enfin, si les chefs bolchéviki sont des scélérats, le système qu'ils appliquent n'en doit pas moins s'animer de quelques vérités, car le positif essentiel s'impose forcément. Pour les reconnaître toutes, il faudrait être sur place, avoir vécu le martyre russe. Nous nous bornerons donc à citer les principales qui sont aussi les plus générales.

*
* *

En Russie, le collectivisme agraire, le soviétisme d'usines eussent dû paralyser toute production. Or, si celle-ci s'est ralentie, elle ne s'est pas arrêtée. Elle semble reprendre même. Et beaucoup de moujiks et d'ouvriers, présentement, ne sont pas dans une situation plus précaire que sous le régime tsariste.

Qu'est-ce à dire ? Ce n'est pas la *Nep* — concession au capitalisme — qui a rétabli cet équilibre économique. Au contraire, c'est la disparition à peu près complète de la classe moyenne (1). Quant à

(1) Cette expression est défectueuse. Nous le savons. Nous l'avons dit déjà (voir notre livre, *les Classes moyennes*). Il faut distinguer. Le moyen propriétaire terrien, par exemple, est un des agents les plus utiles de la production nationale. Une société bien organisée ne saurait se passer de médecins, voire même, dans certaines limites, de fonctionnaires, de commerçants, d'artisans et d'artistes, etc... Le rentier

la concentration des capitaux par les grandes fortunes, honnêtement ou non, parce qu'elle est dans l'ordre des choses sociales, nous savons qu'elle s'effectue rapidement, malgré les déclamations communistes.

Cette élimination dépurative, moins féroce et moins complète, suffisante d'ailleurs, s'est accomplie aussi en Allemagne. Et c'est là une des causes du prompt relèvement économique de celle-ci.

Voici donc ce qui, principalement, a entretenu, dans les conditions les plus contraires, la vie économique de la Russie : la restriction du parasitisme par la suppression quasi totale des classes moyennes. Dix mille Trotsky ou Zinoviev — il n'y en a pas plus, — quelque appétit qu'ils aient, quoiqu'ils fassent, ne sont pas aussi onéreux ni aussi dévastateurs pour une société que dix millions de vers rongeurs : mercantis, rentiers, avocats, sinécuristes, politiciens, littérateurs, etc...

La France meurt de l'expansion tératologique de ses classes moyennes, qui l'épuisent et la désagrègent. D'autre part, sous l'absurde régime du nombre, du succès de public, du suffrage universel, ces classes parasitaires s'opposent à toute réaction salutaire.

Tous les partis, d'extrême gauche à l'extrême droite, même ceux qui ne se proclament pas

même a son rôle à remplir qui seul peut se livrer à une tâche, à une action, à des recherches désintéressées.

Mais ce que la démocratie entend par « classes moyennes » dans ses appels démagogiques, c'est précisément ce que le bon sens condamne : le développement hypertrophique des classes moyennes, et surtout dans leur caractère parasitique. Et c'est cela seulement que toute réaction salutaire devra combattre d'abord.

démocrates, jouent le jeu de la démocratie. Aucun n'envisage donc les seules mesures d'ordre qui conviendraient.

Prenons, par exemple, le problème financier. Comme nous l'indiquions dès 1919, alors que l'opération eût été moins douloureuse, il n'est qu'une solution efficace : l'inflation organisée, dirigée. Malheureusement, cette solution si favorable à l'État, à la production, serait fatale au parasitisme des classes moyennes et désastreuse pour le capital passif. Aussi est-elle repoussée avec indignation par tous les partis n'ayant qu'une voix pour flétrir en chœur le « crime » de l'inflation. Cette unanimité dans l'erreur mortelle est certainement la plus grande conquête spirituelle de la démocratie.

*
* *

Par la violence comme par l'inflation, le bolchévisme a donc purgé la Russie de ses classes moyennes. Par là, il a porté un premier coup à la dissolvante démocratie.

Il a porté le second — plus décisif encore — en abolissant ce qui l'avait engendré, l'anarchique parlementarisme.

Encore que ses décisions aient été le plus souvent odieuses, il a montré que décider n'était pas délibérer et qu'on ne gouverne pas avec des paroles ou en se subordonnant aux caprices, aux préjugés et aux intérêts des gouvernés.

Si cela pouvait être entendu, nous pourrions considérer que les maux effroyables qu'a suscités déjà la barbarie rouge sont compensés par cet enseignement.

Malheureusement, il ne faut pas l'espérer. La gangrène démocratique exige une opération chirurgicale directe. Les souffrances de la Russie n'ont une valeur éducative que pour les Russes. C'est ainsi que la guerre n'a pas été régénératrice parce que, à peu près seuls, les combattants l'ont soufferte. Et ce ne sont pas, eux, mais ceux de l'arrière qui, après, ont mené la farandole des aveugles vers l'abîme.

Mais pour la révolution sociale, désormais inéluctable, il n'y aura pas d'embusquage possible. Tous, sans exception, devront éprouver le froid du scalpel sanglant. Seulement alors, les Français connaîtront que le plus grand bien social est la sécurité, l'ordre, et qu'il n'est pas de sécurité sans police et sans confiance, d'ordre sans discipline, sans hiérarchie, sans tradition, sans gouvernement; non plus de prospérité sans travail productif et sans capital concentré et subordonné.

Certes, on déplore que la réaction régénératrice et reconstitutrice ne puisse plus s'accomplir que par la violence et la souffrance. Mais, dans le désarroi présent, la persuasion est sans efficace. Quant à l'action proprement dite, de propagande ou de pression, elle est plus vaine encore. L'égoïsme, qui est le fondement de l'erreur sociale, seul, fait l'unanimité, et les intérêts particuliers seuls peuvent réussir la cohésion des forces politiques et économiques contre l'intérêt général. Les cerveaux de nos contemporains sont trop profondément intoxiqués par les folles idéologies démocratiques pour renoncer spontanément les basses superstitions qui les enchantent en les abêtissant.

Jusqu'ici la parole de l'Écriture s'est appliquée aussi durement à l'être sociologique qu'à l'être physiologique : « Tu enfanteras dans la douleur. »

Au surplus, le bolchévisme n'anéantira que ce qui est destructible, et dans notre anarchie plouto-démocratique, il y a plus de mauvais que de bon. Sa fureur dévastatrice restera impuissante contre ce qui est indéfectible, éternel et universel. L'esprit même de la civilisation française, l'âme de l'humanité ne périront pas. C'est notre raison de ne pas désespérer.

G. D.

Les tueries de Marseille et de Paris ne sauraient nous faire méconnaître les vertus du bolchévisme. La pitié douloureuse pour les victimes ne doit pas obscurir la raison. Il y aura beaucoup d'autres victimes, hélas ! Nous savons que la barbarie ne procède point autrement. Ce sont ses moyens. Nous en disons ce qu'il faut dire de la guerre, ce que de Maistre disait de l'Inquisition : « Si vous pensez aux sévérités de Torquemada sans songer à tout ce qu'elles prévinrent, vous cessez de raisonner. »

Marcel Sembat exprimait l'opinion des politiciens socialistes en écrivant : « Le bolchévisme est le sauveur de la bourgeoisie », ses violences « dégoûteront la masse électorale ».

Or, pour le salut de la France, s'il n'est pas absolument nécessaire que la bourgeoisie soit préservée, il importe que la masse électorale soit dégoûtée, — fût-ce à coups de browning.

Le cartelliste Léon Lefranc émet, dans *le Quotidien*, cette vérité première : « La violence, d'où qu'elle vienne, conduit à la dictature. »

Or, pour restaurer l'ordre revivifiant, il faut une dictature, — et personnelle, et despotique.

Enfin, tous les modérés répètent : « Les communistes font partout et toujours le jeu de la réaction ».

Or une réaction puissante, totale, pourra seule rétablir une civilisation humaine.

ANTHOLOGIE DE LA BÊTISE

ÉTIOLOGIE

L'intelligence n'a jamais eu une part prépondérante dans la conduite des grandes affaires humaines. Son intervention la plus efficace consista surtout, le plus souvent, à maintenir l'admirable «équilibre des sottises».

Néanmoins, les choses allaient leur train. Le Nombre était contenu. L'Argent était retenu. L'esprit n'était pas écrasé. La Bêtise ignorait — grâce à un bienfaisant obscurantisme ou à un tutélaire despotisme — sa redoutable puissance. Elle restait humble. Elle était dans l'ordre par l'obéissance. Peu à peu, par un sage empirisme, se formait le lucide bon sens qui a produit ce chef-d'œuvre de l'art social : la civilisation française.

D'où vient donc ce brusque retour offensif de la barbarie chez l'homme et dans le monde ? D'où cette explosion de toutes les forces contre-humaines, de la Bêtise ivre d'orgueil, proclamant ses «droits», consciente désormais de son omnipotence, puissamment armée, qui brise tous ses freins et ne se connaît pas de limites ?

— Disons-le, de la démocratie.

De la démocratie dans ses multiples formules, sous ses aspects innombrables, dans toutes ses manifestations. Notamment le suffrage universel et le parlementarisme, la liberté et l'égalité, l'État-providence, le progrès, l'instruction, voire la science...

En détruisant le germe de l'intelligence même qu'est la

sensibilité à l'expérience et la digne soumission aux fatalités naturelles, aux nécessités sociales, aux hiérarchies utiles, la démocratie provoque l'anarchie, laquelle exalte la Bêtise.

La démocratie n'est donc si dissolvante de toute civilisation que parce qu'elle est d'abord un formidable et diabolique instrument d'abrutissement.

L'humanité serait-elle arrivée au terme de son développement et doit-elle, dès lors, rentrer dans l'animalité primitive? — En fait, nos citoyens émancipés, lecteurs de journaux et électeurs, ne font pas un usage de leur substance grise qui les distingue spécifiquement des anthropoïdes, sinon par d'absurdes divagations. Les cérémonies fétichistes des cannibales africains sont de la haute et claire raison si on les compare aux stupides agitations électorales et parlementaires.

Est-il possible d'imaginer une aberration plus imbécile que celle qui fait dépendre les gouvernants des gouvernés par les élections périodiques, si ce n'est celle qui remplace les décisions par des délibérations et la direction par des votes?

Les pires catastrophes qui en résultent n'avertissent point. On est devenu incapable d'établir des rapports positifs de cause à effet. Comme le Nègre se borne à changer l'amulette qui l'a déçu, l'électeur inscrit le nom d'un nouveau sorcier sur son mirifique bulletin de vote. Il subit tout et ne s'insurge jamais que contre l'ordre des choses immodifiables. Malgré la cruelle leçon des faits, rien ne saurait ébranler son préjugé qu'il suffit d'être éloquent et nombreux pour réaliser les plus insanes désirs.

Aussi est-il logique qu'il aille au socialisme et au bolchévisme. Pourquoi n'exigerait-il pas toujours davantage puisqu'il n'a qu'à exprimer ses « aspirations »?

Ce n'est que par incohérence, antilogie qu'il peut y avoir des menchéviki, des partisans de la démocratie modérée, de la démence raisonnable.

Au demeurant, ce qu'il est convenu d'appeler la « sage » démocratie est la plus folle, la plus pernicieuse. Nous lui devons le réformisme qui paralyse, l'étatisme qui ruine,

Et le vomissement impur de la Bêtise...

Elle représente l'idéal des classes moyennes. Tous fonctionnaires, politiciens, littérateurs, clients ou rentiers; l'automatisme légal substitué à la vie et à ses risques, à l'essor vivifiant des vertus humaines qui sont la prévoyance, la responsabilité, l'activité, le sentiment, le dévouement, la pensée ... Voilà l'étatisme démocratique!

Annihiler, pallier, à tout le moins dissimuler les conséquences individuelles immédiates de la Bêtise, c'est tout ce que demandent les électeurs. Comment ne pas les satisfaire? C'est si facile! On les pousse, au contraire. Ainsi, plus d'avertissements sévères, plus de redressements. Une légifération à outrance intervient pour suppléer la volonté, l'effort, l'intelligence. Toutes les vertus sociales s'atrophient. C'est la Bêtise pour tous, laïque et obligatoire. C'est le triomphe de la démocratie ...

Autre facteur notable d'abrutissement : le « progrès ». Ce que la démocratie entend par le « progrès ». Non le perfectionnement de l'être humain; mais le renouvellement des choses, la domination de la matière, le développement monstrueux de l'industrialisme, le machinisme.

Ainsi, d'abord, disparaît ou se déprave le sens esthétique. Pour la démocratie, le beau, c'est le chic. Et le chic, c'est le riche. La machine le fabrique, en série, pour tous. Or la laideur avilit, déprime...

D'autre part, en rendant quasi inutiles l'adresse manuelle, la combinaison des mouvements qu'exigeait l'exercice constant d'une pensée pratique, le goût, l'observation, les connaissances techniques, la fierté exaltante du chef-d'œuvre, il est évident que l'extension et le perfectionnement du machinisme atrophient les plus hautes facultés intellectuelles.

Ce n'est point le psittacisme scolaire qui a pu remplacer cette forte éducation du travail. Au contraire. L'instruction universitaire n'a pas pour fin d'animer et d'élever l'esprit, mais de le bourrer en vue des examens pour l'obtention des diplômes alimentaires.

L'exercice de la mémoire, et de la mémoire exclusivement, qui constitue l'essentiel de l'enseignement universitaire stupéfie le cerveau. Pour la plupart des étudiants, il en résulte un définitif et profond abêtissement.

Il est vrai que le bavardage peut faire illusion en masquant le dégoût profond de tout effort mental, l'inaptitude incurable à réfléchir, à comprendre, car cette instruction fournit un abondant vocabulaire à la Bêtise. C'est son résultat le plus positif. Cela fait d'extraordinaires politiciens qui trouvent en se jouant dix mots pour parer une sottise et par là empaument de naïfs électeurs. Chez les neuf dixièmes des jeunes gens qui obtiennent leur brevet de parasite (car, pour la plupart, ce n'est que cela), cet automatisme verbal et mnémonique, cette prétendue culture humaniste tue l'humanité même, c'est-à-dire l'intelligence vivante.

S'il en subsiste quelque parcelle, les sports, le théâtre, la danse, le roman s'en chargent. Pour le peuple, il y a le cinéma.

Là, c'est l'âme américaine qui s'épanouit. Elle enseigne sa niaiserie. Elle propage son idéal ingénu : l'acrobatie, l'élégance vestimentaire, le milliard miraculeux, le baiser sur la bouche, le mariage et le divorce en cinq minutes, le « joli », la stupidité sentimentale, — et son aversion bestiale de la bonne cuisine, de la beauté harmonieuse et de l'intelligence.

La démocratie ne manque point d'instituteurs et d'apôtres.

Cette étiologie de la Bêtise est bien sommaire. Mais elle serait trop incomplète, vraiment, si nous omettions de citer la science, — la nouvelle idole !

Entendons ici, non pas la science exactement, la synthèse directive qui s'applique à nous unifier dans l'ordre, pour le vrai progrès, par l'éducation, pour l'amélioration de l'humanité; mais, au contraire, cet acharnement insensé à décomposer par l'analyse, à rechercher l'exception, à ruiner les principes fondamentaux, à éliminer tout le subjectif humain, à substituer l'amas des faits dispersifs à la raison. « La plus grande marque de stérilité spirituelle, a dit Balzac, est l'entassement des faits. »

Cette « science » est bien aussi une émanation de la démocratie. Un scientifique militant, M. Marcel Boll, nous le démontre quand il écrit : « Comme Mach l'a nettement fait ressortir, le but de la science est de réaliser une économie de pensée ». Ce but est atteint. Il est même dépassé. On économise. Ah ! qu'on économise !...

Dans l'Intelligence, Taine rappelle que « Lyonnet n'a pas eu trop de vingt ans pour décrire la chenille du saule ». Et, comme avec des instruments de plus en plus perfectionnés « la recherche n'a pas de terme », ce « savant » s'est crétinisé en vain.

Rien de plus profondément vrai que cette remarque d'Auguste Comte : si le subjectivisme exclusif rend fou, l'excès d'objectivisme — qui dispense de penser — rend idiot. Au spirituel, il n'y a donc rien de plus démocratique que le scientisme des manœuvres de laboratoire. Aussi, les voit-on politiquer, philosopher (1). Le journal les présente comme des thaumaturges prestigieux. Ne leur doit-on pas tant de procédés nouveaux de s'entretuer ? Eux-mêmes, ils se persuadent aisément que c'est arrivé. Ils pontifient. Les uns organisent la paix universelle, les autres prétendent à gouverner la France. Cela nous

(1) Dans le ministère des ahuris qui vient de se constituer au moment où nous écrivons ceci, il y a deux mathématiciens des plus notables. Gageons que ce ne seront pas les moins nocifs.

assure, à tout le moins, la guerre et l'anarchie scientifiques.

*Et c'est mon sentiment qu'en faits comme en propos,
La science est sujette à faire de grands sots.*

LES PRINCIPES DE L'ASSASSINAT DÉMOCRATIQUE

A propos de l'assassinat du facteur de Cormeilles-en-Parisis, *l'Humanité* philosophait ainsi :

« Que dire des malfaiteurs qui suppriment avec cette désinvolture un travailleur à 5.000 fr. par an ? »

C'est d'une bêtise colossale ; mais, somme toute, profondément démocratique.

SOCIALISME ANGLAIS

Dans un ouvrage posthume, où les points d'exclamation oratoires remplacent les raisonnements, *La Victoire en déroute* (à qui la faute ?), Marcel Sembat a rapporté que le socialiste anglais Ben Tillett lui disait en 1922 :

« Il y avait un prussianisme en Allemagne. Il est abattu. Reste le prussianisme de la France. La France arrête le trafic. Elle empêche le commerce de renaître. Par son acharnement contre l'Allemagne, elle est cause de nos chômages. »

Cela, c'est du socialisme anglais, c'est-à-dire de la sur-sottise.

Marcel Sembat, lui-même, quoique politicien socialiste, ne l'avale pas sans sourciller.

« Il y a du vrai encore là-dedans, a-t-il écrit, et il est incontestable que nous n'aidons pas l'Europe à se mettre au travail ! Mais il est naïf de croire que les difficultés terribles où se débat l'Angleterre n'aient pas d'autres causes. »

Cette « naïveté » est simplement de la stupidité anglo-saxonne.

Les circonstances, la guerre, les progrès du machinisme, des techniques ont affaibli peu à peu la chance insolente qu'avait la joyeuse Angleterre d'être une île, de posséder un riche sous-sol minier et d'avoir en face d'elle une nation démocratisée à souhait, et donc facile à manœuvrer au moyen de la cavalerie de Saint-Georges et de la tartuferie biblique.

Maintenant, la mer se survole, les sous-marins passent partout, les houillères s'épuisent, et, au delà de la France, il y a, sinon l'Allemagne « abattue par le prussianisme français » pour quelque temps, du moins les États-Unis.

Et le malthusisme comme l'imbécile « ca canny », père du sabotage, n'ont pas été imaginés en France.

La révolution vient d'Allemagne, a-t-on dit. Nous ajouterons : Et la Bêtise, qui en est l'âme, d'Angleterre.

L'IMPOT MÉTAPHYSIQUE

Dans *le Quotidien* du 18 avril, M. Pierre Bertrand adjurait le nouveau gouvernement de se refuser héroïquement à l'inflation, « qui est un procédé terriblement agissant pour prendre l'argent où il n'est pas ».

En effet, l'inflation peut procurer à l'État des ressources extraordinaires, le libérer de ses dettes écrasantes, en stimulant l'activité économique, en faisant participer automatiquement, sans qu'ils s'en aperçoivent, tous les citoyens aux frais sociaux, sans favoriser il est vrai, mais sans vexer, sans ruiner, sans effaroucher le capital productif, sans opposer les catégories sociales. Mais cela n'est pas radical-socialiste, cela n'entretient pas la combativité électorale et n'enthousiasme point la clientèle, cela n'est pas démocratique. Il faut les prélèvements arbitraires, les confiscations, les fonc-

tionnaires du fisc... C'est ce qu'ils appellent la justice fiscale.

A cette stupidité démocratique, il convient de répondre en rappelant succinctement quelques principes d'une fiscalité normale, de bon sens :

— L'impôt n'a pas pour but la « justice fiscale », l'égalisation des fortunes, ni de vexer les riches ; mais de fournir des ressources à l'État.

— Ces ressources doivent être affectées exclusivement aux services publics qui dépendent essentiellement de l'État : administration, police, armée ; non à gagner des électeurs, à créer des sinécures ou à payer des rentes. C'est pourquoi l'énormité des dettes publiques est le plus virulent ferment de décomposition sociale. Cela doit aboutir fatalement à la banqueroute.

— L'impôt, peut-être le moins démocratique, mais certainement le plus rationnel, le plus organiquement social est celui que le contribuable consent aisément, C'est l'impôt qui se prélève sur la dépense.

— Cet impôt est le plus facile à percevoir, sans heurt, sans contestation, le plus automatique, le plus libre, celui qui se répartit le plus équitablement. Son seul défaut est d'être trop simple et peut-être trop facile.

— Mais le riche qui ne dépense pas assez ? — Eh bien, Il est comme s'il était pauvre. Aucune raison pour qu'il paie plus, puisqu'il n'use des services publics que dans la mesure du pauvre. Souhaitons qu'il y ait beaucoup de ces riches économes. Ils forment des capitaux. Redoutons plutôt leurs héritiers prodigues, qui paieront des impôts en conséquence sans doute, mais qui disperseront les capitaux.

— Contrairement aux impôts métaphysiques et mystiques, avec des surcharges et des exonérations arbitraires, le normal et positif impôt sur la dépense tend à restreindre la consommation et à stimuler la produc-

tion, ce qui est, en dehors de son objet direct, tout ce qu'on peut attendre de l'impôt.

— La misère égalitaire, c'est la misère. Et la famine socialiste n'en sera pas moins la famine.

L'IMBATTABLE « CARTEL »

Les discours, programmes, agitations, manœuvres qui se produisent au moment des élections, de toutes les élections, en tout temps et en tous lieux, pour tous les candidats comme pour tous les électeurs, nous offrent un prodigieux parterre. Il n'y a qu'à se baisser pour cueillir les fleurs dont nous composons nos bouquets. C'est vraiment trop facile. Aussi ne choisirons-nous que les plus flamboyantes.

Comme nous n'y mettons aucun chauvinisme, c'est en Angleterre que nous avons cueilli celle-ci, lors des dernières élections :

Londres, 11 octobre. — Jusqu'au 29 octobre, date fixée pour les élections, la prière suivante, sanctionnée par l'archevêque d'York, sera récitée journallement dans les églises :

Dieu tout puissant, fort de toute sagesse, nous te supplions de guider les cœurs de ceux qui sont appelés maintenant à choisir les personnes capables pour servir la Haute-Cour du Parlement afin qu'elles soient pleines d'égards pour ta gloire et le bonheur de ton peuple; ils choisiront dans la bonté l'esprit de sagesse, pour l'amour de Notre Seigneur et sauveur Jésus-Christ. Amen!

G. D.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

Principes de dynamique monétaire, par ALBERT DESPAUX.
un vol. in-16 de 534 p., 20 fr. (Marcel Rivière, éd.).

La première page de ce livre sur la question monétaire est faite de citations d'Auguste Comte. Bon patronage. M. Albert Despaux approuve sans réserve le lumineux jugement de Comte sur la prétendue science économique et sur les économistes. Après un siècle, dit-il, « l'économique est toujours tributaire des légistes et des métaphysiciens, qui continuent à dominer la politique ». Les légistes et les métaphysiciens, c'est-à-dire gens de basoche et gens de lettres. C'est pourquoi, dans des circonstances qui exigeraient des conceptions hardies et des décisions énergiques, nous restons administrés par des ronds-de-cuir obtus et gouvernés par des bourriques bavardes. Et, en finance notamment, nous voyons à quel gâchis invraisemblable ils aboutissent.

« L'art monétaire, suivant l'idéal des juristes, écrit l'auteur, doit avoir pour but essentiel de réaliser une certaine répartition des richesses et d'assurer la conservation des biens. L'unité de compte qui sert d'étalon théorique des prix doit être rigoureusement invariable, les instruments d'échange, qui sont les moyens pratiques de transaction, doivent constituer une masse immuable. »

Voilà la surannée conception statistique à laquelle il convient d'opposer désormais les principes dynamiques qui consistent essentiellement à substituer, à la fausse notion concrète de monnaie-marchandise, la positive notion abstraite de monnaie-crédit.

« L'ancienne conception statistique, ajoute l'auteur, voit dans la monnaie une marchandise inerte qui se troque contre d'autres marchandises ou services déjà existants, sans que la

somme totale des biens du pays soit modifiée. La nouvelle conception dynamique voit dans la monnaie un crédit agissant par son mouvement qui provoque la création de richesses nouvelles. »

En conséquence, M. Albert Despaux combat avec vigueur la superstition du franc-or, de la monnaie saine. L'inflation de billets ne lui fait pas horreur. Il redoute beaucoup plus l'inflation des titres de rentes.

« Le xix^e siècle ayant établi quelques recettes empiriques pour la gestion des finances publiques, dit-il, le xx^e siècle continue à les utiliser aveuglément. Or les méthodes de trésorerie, qui étaient convenables pour obtenir un rendement modeste, ne sont plus indiquées pour obtenir un rendement décuple et centuple... »

« Tandis que les méthodes financières comportant le recours à la monnaie-crédit permettent de résoudre ingénieusement nombre de problèmes financiers et de favoriser l'essor de la civilisation, ces mêmes problèmes restent insolubles par les méthodes comportant la seule intervention de la monnaie-matière. Ainsi, ces dernières méthodes ont été incapables de réaliser les réparations, et les États vainqueurs de la dernière guerre ont dû se résigner presque à faire remise de sa créance à l'Allemagne, parce qu'ils se sont obstinés à résoudre par des méthodes élémentaires des problèmes qui étaient tributaires des méthodes transcendantes. »

L'impôt enraye la circulation, paralyse la production ; l'emprunt crée des revenus sans travail fournis par les revenus du travail et détermine une oppressive exploitation des contribuables au profit des rentiers. « L'emprunt grève les consommateurs tandis que l'impôt grève les contribuables. »

Par l'inflation, on peut réaliser « un impôt proportionnel sur l'ensemble des revenus et capitaux ou sur certains revenus et capitaux, ou bien un impôt qui frappe les richesses oisives capitalisant les revenus sans travail et laisse indemnes les richesses travaillant à la production ».

D'autre part, « l'inflation est très peu onéreuse. Au contraire, l'impôt comporte des frais d'établissement et de recouvrement, l'emprunt des frais d'émission et d'encais-

sement... L'impôt et surtout l'emprunt infligent donc à la nation une restriction du pouvoir de consommation très supérieure à leur rendement. Au contraire, l'inflation met, sans frais appréciables, à la disposition du Trésor, les crédits qui lui sont nécessaires... Les avantages de l'inflation des crédits sont tellement décisifs pour les trésoreries que celles-ci y recourent toujours dans les périodes agitées..., quand l'État est menacé dans son existence par la guerre ou la révolution... L'histoire confirme que l'inflation des crédits a toujours été la providence des États en péril, que ceux-ci se sont sauvés quand ils y ont eu recours. »

D'ailleurs, présentement, les énormes emprunts ne peuvent être réalisés et les écrasants impôts ne peuvent être supportés qu'en proportion de l'inflation.

Celle-ci est donc pratiquée. Elle l'a toujours été d'ailleurs. Mais, le plus souvent, comme expédient désespéré. Et sournoisement.

Pourquoi? Aux raisons économiques et politiques que nous aurons à indiquer d'après l'auteur, peut-être convient-il d'ajouter cette considération psychologique. Comme pour la dictature, les peuples n'ont jamais eu recours à l'inflation que dans les situations désastreuses. Le remède est donc resté dans l'esprit lié au mal. Et l'on en est arrivé ainsi, souvent, à le considérer comme la cause du mal qu'il a, en réalité, atténué sinon guéri. Philippe le Bel, Law, les assignats nous fournissent de curieux exemples de cette déformation de l'histoire. En réalité, les méfaits qu'on reproche à l'inflation sont plutôt imputables à la déflation subséquente qui paralyse la production, ou seulement, parfois, à la menace de déflation.

L'inflation et les variations de la valeur monétaire sont dans l'ordre des choses. On sait la baisse constante qu'a subie la livre depuis Charlemagne pour devenir notre franc.

« Depuis la découverte de l'Amérique, les crédits-métaux ont été constamment inflationnés, puisque le stock mondial de métaux précieux, qui était de moins d'un milliard de francs à la fin du xv^e siècle, avait presque décuplé au xvi^e siècle, doublé au xvii^e siècle, doublé encore au xviii^e siècle, et sextuplé depuis lors, passant de 30 milliards

de francs environ vers 1800 à 80 milliards vers 1890. A cause de l'appoint des mines d'or du Transvaal, la production des métaux précieux dans le monde se totalise à 160 milliards aujourd'hui, dont plus de la moitié perdue ou utilisée industriellement, ce qui réduit les stocks monétaires à quelque 40 milliards d'or et 20 milliards d'argent. »

L'or, non plus qu'aucune autre monnaie, n'a donc pas une valeur fixe. Étant un métal rare, onéreux à extraire et à traiter, il constitue un moyen de monopoliser le crédit au profit de ses détenteurs. Il représente aujourd'hui, contre la France, le pire des impérialismes.

« L'indépendance monétaire est l'une des conditions essentielles de l'indépendance politique », fait judicieusement remarquer l'auteur. Or, nos dirigeants n'ont pas su nous assurer cette indépendance. Ils ont accepté d'engager la lutte financière sur le terrain le plus favorable aux ennemis du crédit de la France.

« Les États-Unis exploitent le préjugé chrysolâtre pour faire du mark une émanation du dollar, alors que la Grande-Bretagne cherche à en faire une émanation de la livre. Deux impérialismes monétaires s'affrontent, sous le prétexte de restaurer financièrement l'Allemagne, afin de subordonner celle-ci et, plus tard, le reste de l'Europe, à New-York et à Londres, réduisant le mark au rôle de protégé américain ou de protégé anglais. »

La France, liée par sa dette extérieure, est à la remorque de cet impérialisme dissolvant de la civilisation.

« Bien qu'anachronique et illogique, dit l'auteur, la chrysolâtrie persiste donc parce qu'elle sert de gros intérêts particuliers. De même que ceux-ci ont déjà ruiné le système de Law et le système des assignats, ils font bloc, aujourd'hui, contre toutes les hérésies susceptibles d'abolir leurs privilèges et de supprimer leurs profits.

« De plus, la chrysolâtrie sert les intérêts des États-Unis et de la Grande-Bretagne, parce qu'elle tend à leur donner l'hégémonie financière sur le reste du monde. C'est pourquoi la ploutocratie cosmopolite qui, de New-York et de Londres, prétend dicter ses lois, veille au culte de l'or...

« Si les États reprenaient les prérogatives monétaires

qu'ils ont abdiquées, ils n'auraient plus besoin de mendier des ressources auprès des possesseurs d'or, de solliciter des banquiers des créances à court terme ou des émissions d'emprunts à longue échéance.

« De plus, si l'or perdait le monopole de la fonction monétaire, s'il en était réduit à se ravalier au rôle de métal industriel, ou à ambitionner le rôle de métal de luxe, il n'aurait plus que des débouchés si modestes que son prix s'effondrerait. Son krach entraînerait la ruine des producteurs et des détenteurs du métal jaune. Or la production du métal jaune ménage, tant qu'il conserve son prix, des profits assez élevés pour permettre la répartition annuelle d'une dizaine de millions de livres aux actionnaires des mines d'or, tout en enrichissant quelques magnats du Rand. Le krach de l'or serait la déchéance irrémédiable des mines d'or et la ruine des magnats.

« D'autre part, la fiction de la garantie des crédits papier par l'or a provoqué l'accumulation de la plus grande partie du métal jaune dans les caisses des banques d'émission. Depuis la guerre, la moitié presque du stock mondial d'or s'est amassée dans les banques des États-Unis à cause du gros excédent de la balance commerciale de ceux-ci, de sorte qu'elles en détiennent, maintenant, plus de 4 milliards de dollars. Le krach de l'or serait un désastre pour ces banques. »

Ce sont ces puissants intérêts qui s'opposent à l'application des principes féconds de la dynamique monétaire. Mais il y a aussi l'incompétence, l'impuissance de nos dirigeants politiques et la routine usuraire des classes moyennes. M. Despax nous avertit ensuite que la dynamique monétaire comporte une tactique. Tout mouvement, toute force doivent être dirigés et réglés. « La tactique monétaire, dit l'auteur, est l'art de provoquer et de régir les phénomènes de dynamique monétaire en vue de certains résultats. »

Elle peut poursuivre des buts très variés. Par exemple :

« Aménager la répartition nationale des biens et des revenus, le partage de la production entre les revenus du travail et les revenus sans travail.

« Régir la production, notamment par la création et l'attribution des crédits.

« Organiser le commerce extérieur, notamment en stimulant l'exportation et ralentissant l'importation.

« Développer l'épargne.

« Suppléer le fisc et le Trésor, puisque l'État peut créer des crédits nouveaux au lieu de requérir les crédits existants, par l'impôt ou l'emprunt.

« Amortir la dette publique en remplaçant par des crédits sans intérêts les créances sur l'État. »

Évidemment, tout cela va à l'encontre des superstitions courantes, des dogmes métaphysiques de la monnaie saine. L'auteur répond aux principales objections. Nous ne pouvons tout citer.

Voici quelques-uns des faits et des raisons qu'il invoque judicieusement :

— « Les agriculteurs des États-Unis ont été les principales victimes de la déflation de 1920. La restriction des crédits les a obligés à vendre leurs stocks au moment où les prix étaient avilis. Ils ont subi des pertes considérables et se sont lourdement endettés vis-à-vis des banques. Celles-ci se sont emparées, notamment, d'une grande partie de l'actif des producteurs de canne à sucre de Cuba...

« En particulier, la hausse des prix permet aux agriculteurs de grossir leurs profits, de rembourser leurs dettes, de libérer leurs terres des hypothèques, de bénéficier de la plus-value des cheptels, d'amasser des épargnes, ainsi que l'expérience l'a prouvé pendant la dernière guerre.

— « La monnaie forte n'avantage que les éléments passifs des classes moyennes, qui ne se donnent même pas la peine de rendre leur fortune féconde en la rendant utile à la production et ne veulent même pas courir les aléas des placements à revenus variables...

« L'affaiblissement de la monnaie sélectionne la ploutocratie en abaissant ceux qui restent passifs et en élevant ceux qui sont actifs.

« La monnaie forte est la monnaie des rentiers.

« La monnaie faible est la monnaie des producteurs.

— « Aucun appauvrissement ne peut résulter de la dépréciation de la monnaie, ce mot étant entendu dans le sens unité de compte. Un changement d'unité de compte modifie

les chiffres qui expriment les prix des biens à l'intérieur, mais non la masse de ces biens, ni leurs prix à l'extérieur exprimés en unités étrangères...

« Les modifications de l'unité de compte modifient non pas la richesse nationale, mais seulement la répartition de cette richesse, au profit des débiteurs et contribuables, aux dépens des créanciers et rentiers dans des conditions que les pouvoirs publics peuvent d'ailleurs régir, de façon à empêcher toutes les créances de se déprécier autant que l'unité.

— « Les fluctuations de son unité monétaire sont absolument sans influences sur la richesse d'un pays, laquelle est constituée par les ressources de son sol et par le labeur de ses habitants. »

Aux « monomanes de l'assainissement financier » qui soutiennent que « le paiement des dépenses publiques par l'inflation constitue une spoliation, tandis que le paiement par l'impôt ou l'emprunt est honnête », M. Despaux répond encore :

« Si elle n'augmente pas la production, l'inflation non contrôlée réduit définitivement le pouvoir de consommation des revenus fixes et provisoirement celui des revenus semi-fixes, parmi lesquels figurent ceux du travail, en proportion de la dépréciation de l'unité de compte, en même temps que, le plus souvent, elle majore immédiatement celui des revenus variables et graduellement celui des revenus semi-fixes.

« Mais l'inflation contrôlée réduit le pouvoir de consommation des diverses catégories des revenus, c'est-à-dire répartit entre elles la charge des impôts, dans la proportion choisie par les pouvoirs publics. Le profit qu'en tirent les revenus variables peut être atténué ou annulé.

« Par le renchérissement des prix, l'inflation fiduciaire peut agir comme un impôt sur le capital, incomparablement facile à asseoir et à percevoir, dont la charge, pesant sur tous les contribuables, mais surtout sur les plus riches, apparaît relativement légère, malgré son rendement très élastique, et affecte surtout les capitaux oisifs capitalisant les revenus fixes sans travail, tandis qu'elle n'atteint guère les capitaux qui servent à la production.

« Au contraire, l'impôt et l'emprunt sont d'un établisse-

ment et d'un recouvrement laborieux et onéreux, d'une incidence incertaine. Ils peuvent être l'occasion de la majoration de diverses catégories de revenus. »

Enfin, M. Despaux accuse la chrysolâtrie, et justement, d'avoir contribué à saboter la victoire pacifiante :

« L'avalissement du mark, écrit-il, a permis à l'Allemagne d'éluder les réparations, parce que les Alliés, imbus des préjugés de la monnaie saine, ont été incapables de concevoir des prestations autrement que sous la forme de livraisons d'or, ont confondu les crédits nationaux et les crédits internationaux, ont refusé opiniâtrément et candidement de recourir aux méthodes dynamiques, ont superbement refusé tous les modes de réparations qui n'étaient pas compatibles avec l'équilibre du budget du Reich et la stabilité du mark.

« Au bout de cinq ans d'erreurs infécondes, ils n'ont pu trouver mieux que de s'en remettre à la finance cosmopolite, qui ne peut avoir d'autre objectif que de faire des affaires profitables à propos des réparations. »

Nous avons beaucoup cité. Pas assez, néanmoins, pour donner un aperçu suffisant des vues ingénieuses et de la riche documentation de ce remarquable ouvrage.

Les idées générales de M. Despaux en cette matière sont les nôtres depuis longtemps. Elles sont en germe dans Comte, Proudhon et les travaux de l'Institut sociologique Solvay sur le comptabilisme. Nous les avons exposées en partie dans *l'Argent et la richesse*, elles ont inspiré « l'unique solution financière » que nous élaborions au lendemain de l'armistice.

Cependant, nous avons quelques réserves à faire, non sur les principes qui sont inattaquables, mais sur leur application.

M. Albert Despaux spécialise trop la question. Aussi ne voit-il point assez que l'économique dépend bien plus de la politique que celle-ci de celle-là. C'est un des cas où la formule de Ch. Maurras : « politique d'abord », est pleinement applicable.

La monnaie-crédit est la monnaie de la production, nous dit M. Despaux. Oui. Mais quelle production ? C'est à voir. Le déséquilibre fébrile de la production est aussi nocif que le ralentissement et le marasme. Dans le désordre politique et social, il est à craindre que la monnaie-crédit sti-

mule surtout l'industrialisme à outrance au détriment de la production agricole normale. Et ce que nous voyons, depuis la guerre surtout, ne laisse point de nous inquiéter à cet égard.

Au demeurant, l'économique de la démocratie n'est pas, ne saurait être celle de la production. C'est celle de la classe moyenne parasitaire, des rentiers, de la sportule électorale, celle d'après laquelle, grâce à l'État ou au crédit monopolisé par l'or, chacun cherche à vivre, sans fournir un travail utile, aux dépens de la collectivité. Les journaux et les partis — tous les journaux et tous les partis d'ailleurs — qui anathémisent la monnaie-crédit savent qu'ils complaisent ainsi à leur clientèle. En démocratie, tout citoyen électeur porte dans son cœur un rentier toujours en éveil.

M. Despaux démontre que l'inflation peut fournir des ressources presque inépuisables au Trésor, facilement, sans frais, sans résistance du contribuable. L'inflation est une sorte d'impôt sur le capital qui a le précieux avantage de n'être pas arbitraire et de ne permettre aucune évasion fiscale, aucune fraude. Voilà le danger, précisément. La démocratie a des besoins budgétaires illimités. Elle épuiserait tous les trésors du monde sans les satisfaire. Or l'impôt est d'autant plus péniblement consenti par le contribuable que la monnaie est plus saine, plus forte. Le patient résiste donc avec plus d'énergie. La fraude, la sainte fraude, la fraude salvatrice sert de frein. Elle contient la rage réformatrice des législateurs.

La répugnance de la démocratie à recourir franchement à l'inflation provient aussi, peut-être, d'une sorte d'instinct défensif. Elle se garde contre son propre délire.

En définitive, les principes de dynamique monétaire exigent l'exercice d'une tactique monétaire. M. Despaux le reconnaît d'ailleurs en écrivant : « Assurément, la dynamique, qui comporte le mouvement, étant plus compliquée que la statique, qui suppose l'immobilité, son emploi est plus délicat, et son action étant plus puissante, son utilisation est aussi plus dangereuse. »

Il y faut donc un gouvernement qui ne dépende point des gouvernés, c'est-à-dire une dictature positive.

Ce n'est qu'après avoir restitué une tête à l'État, entendons un gouvernement personnel, c'est-à-dire responsable ; concentré et intégré à sa fonction propre, c'est-à-dire puissant ; continu, c'est-à-dire prévoyant et pourvoyant ; c'est, en bref, quand la France sera enfin guérie de l'horrible démocratite qui la ronge et la décérèbre que nous pourrons envisager l'ordre financier et économique que nous fait entrevoir M. Albert Despaux dans la page que nous reproduisons pour conclure :

« Si le pouvoir financier avait une prescience parfaite des besoins à satisfaire, des moyens de les satisfaire, en même temps qu'une conscience assez haute de ses devoirs pour s'inspirer seulement de l'intérêt général, s'il pouvait être sûr de ce qui sera consommé et de ce qu'il faut produire, il pourrait avoir toute licence de répartir ses crédits en vue de la production à longue échéance, sans avoir la précaution de vérifier que les produits s'échangent effectivement à chaque stade de leur formation et de leur circulation...

« Le perfectionnement de l'organisation économique la rapprochera de plus en plus de cet idéal. La durée des crédits tendra de plus en plus à s'allonger, leurs garanties à se dématérialiser.,.

« Bientôt, peut-être, sera considéré comme grossier et périmé le régime qui subordonne la production aux vicissitudes de l'épargne, à la fantaisie, à l'ignorance, à l'égoïsme. à la cupidité des épargnants, qui n'utilise qu'en partie la puissance de travail, qui laisse dilapider une fraction importante du prélèvement des épargnants sur la consommation, qui, faute d'organisation, laisse immobilisée une partie de la capacité de production et insatisfaite une partie de la capacité de consommation, qui grève la production de frais onéreux, de formalités fastidieuses, de comptes compliqués pour la création et la circulation des valeurs mobilières et des effets de commerce, qui multiplie les boutiques de banquiers dont les roueries cherchent à capter l'épargne à grands frais, qui gaspille une fraction importante des facultés de travail à effectuer des besognes vaines, par exemple, à manipuler d'innombrables papiers coloriés, titres, coupons, traites, chèques, etc, à couvrir d'immenses superficies de papier d'océans de chiffres...

« L'élite financière ne se recrutera plus parmi les plus riches en crédits ou les plus habiles à les capter. Elle se recrutera parmi les plus qualifiés pour les employer dans l'intérêt général, pour prévoir les besoins de la consommation et aménager les modalités de la production.

« L'exercice du pouvoir financier ne sera plus un commerce, mais un sacerdoce. Selon le vœu d'Auguste Comte, le pouvoir temporel sera dévolu à des banquiers sélectionnés suivant leur valeur intellectuelle et morale. »

G. D.

Précis d'histoire du Gévaudan rattachée à l'histoire de France, par ALBERT GRIMAUD et MARIUS BALMELLE, préface de M. CAMILLE JULLIAN, un vol. in-8° de VIII-368 p., orné de cartes et de nombreux dessins, 12 francs (Librairie Champion).

Histoire, écrite avec amour, d'une province française. « Quelle belle histoire ! en dit M. Camille Jullian. Une unité qui ne bouge pas et d'innombrables diversités d'allures. Une terre immobile, des coutumes toujours pareilles, et une âme évoluant sous les souffles venus d'ailleurs. »

Histoire vivante. MM. Grimaud et Balmelle n'exposent les faits que pour dégager l'esprit. Chez eux l'érudition est au service d'une pensée. Et la pensée s'anime aux sources vives du sentiment national.

Un bon livre. Cette brève conclusion des auteurs en témoigne mieux que tout ce que nous pourrions dire :

« Les pages qui précèdent nous ont montré quel a été le passé, souvent douloureux, de notre terre de Gévaudan. Des temps lointains de la préhistoire aux jours actuels, nos ancêtres ont combattu pour des causes diverses, mais qui toujours furent nobles. Ils dorment maintenant, apaisés, dans la glèbe nourricière et qui les ensevelit. Que leur exemple nous soit présent, que leurs actes nous enseignent.

« Lozériens, mes frères, soyez fiers de votre sol et de votre race. Descendants des Gabales, écoutez les voix multiples qui s'élèvent de cette nature grandiose, que Lamartine découvrait si belle, que des foules viennent admirer des quatre points de l'univers. Soyez-lui fidèles, ne l'abandonnez pas,

car chez nous on vit mieux qu'ailleurs. Si elle est rude, âpre, elle est saine et vigoureuse. Grisez-vous de son air pur, vibrez sous son ciel clair. Aimez-la, cette nature montagnarde, mes chers amis, de tout votre cœur. »

Et ce livre la fait aimer. Il serait à souhaiter que, dans toutes les écoles de France, l'histoire des provinces fût enseignée ainsi. Ce serait, d'abord, d'une efficace prophylaxie cérébrale contre la Bêtise épidémique.

G. D.

Voyages. Les chercheurs de routes. Marco Polo, par GABRIEL BONVALOT, un vol. in-16 de 252 pages, bois et cartes hors texte (Georges Crès, éd.).

Gabriel Bonvalot est un grand voyageur. Il est de ces intrépides chercheurs de routes, « pouvant le froid, le chaud, la faim et la soif, ayant goûté le doux et l'amer, et ne craignant pas de regarder la mort sans cligner de l'œil ». Tels étaient aussi les Polo : l'oncle Mattéo, le père Nicolo, et Marco. C'étaient des commerçants.

Pour M. Gabriel Bonvalot, ce fut la cupidité qui stimula l'ardeur des premiers voyageurs. Primitivement, l'homme a la terreur de l'inconnu ; car, hors de sa tribu, tout lui est ennemi. « Les Chaldéens et les Égyptiens restèrent deux mille ans sans entrer en rapport. »

Ce seraient donc les marchands qui auraient été les premiers explorateurs.

« Quant au commerce, il naquit tout naturellement le jour où des individus offrirent à d'autres individus d'échanger ce qu'ils avaient en trop contre ce qui leur manquait. Un puissant aiguillon, l'appât du gain, poussa les hommes à se rechercher, et, dès lors, les voyages furent de plus en plus fréquents et de plus en plus lointains... »

Au début, les difficultés étaient presque insurmontables. La nature et les hommes sont hostiles aux chercheurs de routes.

« Longtemps, note M. Bonvalot, on se contenta de pistes : elles suivaient les plaines ou les vallées, franchissaient les cols, contournaient les lacs, en évitant autant que possible les obstacles. Le marchand, enflammé par l'appât du gain, fut

le premier qui osa s'enfoncer dans les profondeurs des continents. »

A notre sens, ce n'est pas tout à fait exact. Il y eut d'autres facteurs. Cela n'est vrai qu'à un certain moment historique et pour certains peuples. Pour les Phéniciens, pour les Vénitiens du moyen-âge, par exemple, pour les Sères, comme l'avait signalé Pline le naturaliste. Non pour les primitifs, à tout le moins pour quelques primitifs; non pour ceux qui ont le culte de l'héroïsme, le goût du risque, chez les pasteurs nomades, chez les guerriers conquérants. Alexandre ne trafiquait point. Il y a aussi les refoulements. Sans doute, les déplacements, alors, se font surtout par masse; mais ils n'en sont que plus importants.

Même chez des commerçants comme les Polo, l'attrait de l'aventure, la curiosité durent avoir une part déterminante. Le récit de Marco l'atteste. Un simple mercanti n'eût pas remarqué tant de choses merveilleuses.

M. Gabriel Bonvalot nous dit que, « dans notre pays, les savants auraient trouvé des preuves que, dès la période magdalénienne, les Gaules et les Iles britanniques entretenaient déjà des relations commerciales ». Soit. Mais ce négoce était certainement le moyen, non le but de ces inter-pénétrations.

Quand l'explorateur emporte de la pacotille pour s'introduire chez les sauvages, ce n'est que pour « gaaignier » les sympathies afin de connaître.

Aller toujours au delà, librement, en bravant la soif, la faim, la bise glacée des plateaux tibétains ou des steppes de la Mongolie, les chaleurs torrides de la brousse africaine ou de la jungle asiatique, c'est le prix qu'il faut payer cette joie ineffable d'agrandir son horizon, de parcourir le temps et l'espace, des siècles d'humanité...

Il y a aussi les grandes poussées d'enthousiasme religieux, la passion de convertir, les croisades, les lointains pèlerinages, etc...

Néanmoins, il le faut reconnaître, le commerce joue un rôle civilisateur qui se peut comparer à celui de la guerre. D'abord, il situe les civilisations.

Les transports par terre étant très onéreux et périlleux,

c'est près de la mer, à l'orient de la Méditerranée que se fixeront les premiers peuples commerçants et voyageurs. « Ce sont les Égyptiens, les Crétois, les Phéniciens, les Juifs et les Grecs. »

En résumant brièvement l'histoire des grands périple, l'auteur nous montre que le commerce de la soie, dont la fabrication resta longtemps le secret des Sères (Chinois), eut une importance capitale pour les grands profits qu'il assurait.

Après cette rapide et vivante revue historique, M. Bonvalot revient aux prodigieuses ambulations des Polo. Partis de Constantinople pour le Levant en 1260, et Marco étant avec eux depuis 1271, ils rentraient dans leur patrie en 1295. « Les deux vétérans comptaient environ trente-cinq ans de pérégrinations et d'absence. » Marco, vingt-quatre ans.

« Après une si longue odyssee et tant de fatigues supportées, les trois Polo étaient assurément méconnaissables. Les années et les privations les avaient transformés. Les deux aînés étaient partis jeunes, et c'étaient deux barbes blanches qui revenaient. Quant à Marco Polo, parti à dix-sept ans, il en avait quarante-et-un au retour.

« Il n'est donc pas étonnant qu'il leur advint, comme à Ulysse rentrant à Ithaque, de n'être pas reconnus par leurs parents et leurs amis. Tout le monde les croyait morts. Et lorsqu'ils vinrent frapper à la porte de leur maison et qu'ils déclinerent leur nom, en s'exprimant dans un langage singulier, car ils avaient presque oublié le vénitien, on ne les accueillit pas de suite. »

Mais, comme ils avaient rapporté d'immenses richesses en pierres précieuses, rubis, saphirs, diamants et émeraudes, ils ne tardèrent pas à être reconnus et estimés comme il convient par leurs concitoyens.

Trois ans plus tard, Marco fut fait prisonnier, ainsi que beaucoup d'autres Vénitiens notables, dans un engagement naval avec les Génois. C'est ce qui nous valut le récit de ses voyages, qu'il dicta à son compagnon de captivité, Rusticien de Pise, « per passar il tempo e la mélancholia ».

Les merveilles qu'il évoquait parurent incroyables aux Vénitiens.

Marco Polo fut d'abord méconnu. On lui donna un sobri-

quet injurieux : Marco Milioni. Les enfants le suivaient dans les rues de Venise en lui criant : « Messire Marco Milioni, conte-nous un mensonge ! »

« Après une bouderie d'un siècle, les géographes acceptèrent son héritage, et les cartographes inscrivirent les villes et les pays qu'il avait cités. Ainsi qu'il arrive souvent ici-bas, il exerça sur les esprits une influence posthume et sa gloire ne tarda pas à grandir, à mesure que les découvreurs démontrèrent que ses récits n'étaient pas des inventions.

« Au xvi^e siècle, les Vénitiens le mettaient au-dessus de Colomb. »

C'était exagérer. M. Bonvalot remet les deux grands voyageurs en place :

« Marco Polo ne peut se comparer à Colomb, cet audacieux découvreur. Le père et l'oncle de Marco le prirent par la main et lui apprirent son métier. Il ne fut pas, comme le Génois, seul à lutter contre d'innombrables obstacles. Au reste, il avait fini à l'âge où l'autre venait de commencer son œuvre après avoir été embarrassé de son génie pendant toute sa jeunesse. »

Bon livre. Vivant. Intéressant comme la vie.

G. D.

Cette publication est un recueil de notes critiques, d'aperçus immédiats, d'impressions, d'avertissements, en bref l'affirmation d'une pensée vivante qui n'a plus à se chercher. Les documents, les études, la méthode et la doctrine qui ont formé, systématisé le simple bon sens que nous appliquons ici sont exposés dans les Œuvres complètes d'**Auguste Comte**, **Pierre Laffitte** et **Georges Deherme**. (Librairie Émile Blanchard, 10, rue de la Sorbonne, Paris).

Le Positivisme intégral. Foi, morale, politique, d'après les dernières conceptions d'A. Comte, par ALFRED DUBUISSON. Un volume in-8° carré de VIII-352 pages 6 fr. (G. Crès, éditeur, 116, boulevard Saint-Germain, Paris).

PRINCIPAUX OUVRAGES DE GEORGES DEHERME

- L'Afrique occidentale française.** Action politique. — Action économique. — Action sociale. (Ouvrage couronné par l'Académie française et par la Société antiesclavagiste de France). — Un vol. in-8, 528 pages, 1908. (Bloud, éditeur)... 6 fr. »
- Auguste Comte et son œuvre : Le Positivisme.** Un vol. in-16, 128 pages, avec deux portraits hors texte, 1909. (Groupe Auguste-Comte)..... 2 fr. 50
- La Crise sociale.** Un vol. in-16, 380 pages, 1910, 3^e édition. (Bloud, éditeur)..... 6 fr. »
- Croître ou disparaître** La loi de Malthus. — La surpopulation. — Le néo-malthusisme. — La dépopulation française. — Ses facteurs. — Les expédients. — La solution positive. 1 vol. in-16, 270 pages, 1910. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Les Classes moyennes.** Etude sur le parasitisme social. Un vol. in-16, 320 pages, 1912. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Pouvoir social des femmes.** Un vol. in-16, 280 pages, 1914. (Perrin, éditeur)..... 7 fr. 50
- Penser pour agir.** Un vol. in-18 jésus de xvi-318 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- L'Argent et la richesse.** Un vol. in-18 jésus de viii-266 pages, 3^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur)..... 7 fr. 50
- Le Nombre et l'Opinion publique.** Un vol. in-18 jésus de xv-260 pages, 4^e éd. 1919. (Bernard Grasset, éditeur). . . 7 fr. 50
- Aux Jeunes Gens. Un maître : Auguste Comte. Une direction : le positivisme.** Un vol. in-18 jésus de iv-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard)..... 5 fr. »
- Le Positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard)..... 10 fr. »
- Pensées et Préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de xiv-268 pages, 5^e éd., 1924. (Bernard Grasset, éditeur)... 7 fr. 50